

Pour la préparation apaisée et performante des élections démocratiques de 2018

Communiqué de la société civile – 26/09/17



Le projet de révision de la Constitution continue toujours de susciter des débats. 75 organisations de la société civile membres du Mouvement Rohy issues des 22 régions, ainsi que TI-IM (Transparency International – Initiative Madagascar) et l'ONG Ivorary, dans une déclaration commune, rejettent le projet de référendum électoral, estimant qu'il n'appartient pas à un régime sortant d'en faire la révision.

« Une révision de la constitution, si imparfaite soit elle, pourrait entraîner une nouvelle crise, compte tenu de la désapprobation générale qu'elle provoque, sauf de la part des partisans du régime sortant. Elle révèle une volonté de se prolonger au pouvoir d'une part en remettant en question les articles qui gênent pour viser la victoire à la prochaine élection présidentielle, et d'autre part de faire diversion notamment sur la question du statut et des élections du chef Fokontany qui, contrairement aux argumentations lancées, peut être juridiquement et techniquement mis en œuvre sans toucher à la Constitution », déclarent ces OSCs.

Le Mouvement Rohy, TI-IM et l'ONG Ivorary se questionnent sur le réel objectif des actuels dirigeants dans son intention de créer un autre palier de collectivités territoriales décentralisées (CTD).

« Pourquoi se précipiter à créer un autre palier de CTD si même avec les quelques 1600 communes, tous les pouvoirs qui se sont succédés et surtout le pouvoir actuel, n'ont jamais voulu leur donner les budgets et ressources nécessaires leur permettant d'assumer leurs rôles de CTD ? La promesse de décentralisation effective n'est que leurre à la veille des élections ou pendant les campagnes électorales. La société civile n'accepte pas les dépenses publiques indues qui seraient générées par ce référendum constitutionnel car elles mettraient à risque la capacité de tous les acteurs concernés et du pays à bien assurer l'organisation et le financement des autres élections nationales déjà prévues par la constitution se déroulant durant l'année 2018. Ces dernières devraient d'ailleurs être l'unique objet du budget, déclaré par le Ministre des Finances et du Budget, déjà alloué pour les élections dans le budget 2018. Nous sommes vigilantes quant à l'égalité des chances de tous les candidats à toute élection, qu'ils soient du régime ou non », déclarent-elles.

En tout cas, si la révision de la Constitution doit se faire, elle devra être entreprise de manière approfondie et sans précipitation, dans une réflexion nationale multi-acteurs sur les aspirations de la population issues des 22 régions, sous tous les secteurs socio-économique, environnemental et culturel ..., selon toujours ces organisations de la société civile.

« Que les candidats du régime ou d'autres souhaitant la révision de la Constitution la proposent et l'intègrent dans leurs programmes de campagne respectifs car ce serait bien sûr un des sujets de débats et de discussions que nous tous devrions aborder en profondeur et dans la sérénité », déclarent le mouvement Rohy, Transparency International – Initiative Madagascar et l'ONG Ivorary.

Du cadre législatif et institutionnel

Ces organisations de la société civile soutiennent le plaidoyer fait par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) sur le calendrier des élections présidentielles car il doit être connu et annoncé maintenant, afin que toutes les parties prenantes se préparent efficacement.

En ce qui concerne le cadre législatif et institutionnel, elles réclament la transparence sur les avant-projets de loi dont l'écriture a été confiée début septembre seulement à un Comité Interministériel composé des 5 ministères. « *C'est un droit pour la population et la société civile de prendre connaissance d'avance, avant soumission au Parlement, des textes légaux qui vont encadrer le processus électoral qui lui permettra d'élire le dirigeant de manière libre et équitable. Avec nos compétences juridiques disponibles, nous souhaitons évaluer la qualité et la suffisance des textes, et agir en conséquence* », déclarent ces organisations de la société civile. Ces dernières se disent disposées à collaborer avec la Ceni dont elles suivront étroitement la déontologie et le caractère non partisan et indépendant au niveau central et dans ses démembrements. Par ailleurs, elles exhortent la Ceni de supprimer et/ou d'éviter tout risque de conflit d'intérêts en son sein surtout avec les partis politiques, que ce soit à travers ses membres et le personnel/staff, ou par les autres acteurs comme les Organisations de la société civile ou personnes ressources assurant l'observation des élections.

Fraudes dans les élections

Les organisations de la société civile se disent particulièrement vigilantes sur le traitement législatif de la corruption et toutes les fraudes électorales, d'autant plus que le pouvoir a soustrait délibérément le traitement de la corruption électorale, de la nouvelle loi 2016-020 sur la lutte contre la corruption du 1er Juillet 2016.

« Nous OSCs serons attentives ainsi sur le cadre légal concernant le financement des partis politiques et celui des campagnes électorales qui doit être complété par le plafonnement des dépenses, la publication en toute transparence des sources premières de financement, la création de mécanismes multi-acteurs de contrôle à posteriori des comptes de campagne électorale et la définition des sanctions. Nous savons tous que le financement des campagnes électorales doit être légiféré de manière suffisante pour viser une égalité des chances à tous les candidats, lutter contre les fraudes inhérentes (achats de voix, ...) et pour réduire significativement la grande corruption pendant les campagnes électorales et les mandats présidentiels. Devraient cesser ces propagandes où nous voyons de manière indécente les moyens pharaoniques ou très élevés de certains candidats dont la contrepartie est opaque et met en danger la situation socio-économique du pays ensuite, sans oublier le mépris exprimé implicitement aux électeurs. En effet, après observation empirique, il y a crainte que la contrepartie des participations financières et matérielles données à certains candidats est l'octroi d'avance aux généreux contributeurs de marchés publics, un laisser-faire devant les divers trafics, la possibilité de ne pas s'acquitter convenablement des impôts et taxes, tout cela entraînant depuis des décennies un manque à gagner et une concurrence déloyale grave portant préjudice aux entreprises privées formelles soucieuses de payer les impôts. Nous n'oublions pas la mainmise sur les ressources naturelles incluant les ressources minières dont l'exploitation régulée devrait apporter un mieux-être et le développement à la population », déclarent-elles.

Par ailleurs, les sociétés civiles appellent dès maintenant à la perspicacité et la vigilance de tous les électeurs afin qu'ensemble, l'on réclame la publication des résultats du scrutin, bureau de vote par bureau de vote, et répercutée de sous-totaux en sous-totaux à tous les niveaux (Commune, district, région et national), sur Internet si besoin : une loi y relative sera nécessaire.

« D'une manière générale, la société civile va s'attacher dès maintenant à veiller à la mise en place et l'application d'un cadre légal de qualité afin que le processus électoral soit crédible à chacune des étapes du cycle électoral : de l'établissement et la promulgation de la loi , la liste électorale ouverte notamment aux femmes et aux jeunes et non restreinte, jusqu'au décompte des voix, l'annonce du scrutin et même le suivi post-électoral en matière d'éthique et de réalisation de promesses électorales », déclarent le Mouvement Rohy, l'ONG Ivorara et Transparency International – Initiative Madagascar.

Source : <http://www.orange.mg/actualite/pour-preparation-apaisee-et-performante-elections-democratiques-2018>